

Traité de Bruxelles (17 mars 1948)

Légende: Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948 par la France, le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Il entre en vigueur le 25 août 1948. Bien que ce traité ne prévoit qu'une "coopération" entre les parties contractantes "qui s'exercera notamment par le Conseil Consultatif prévu à l'article 7" et qu'il ne stipule pas la création d'une organisation internationale, dans les faits, l'organisation issue du traité sera appelée "Organisation du traité de Bruxelles" ou "Union occidentale".

Source: Western European Union - Union de l'Europe Occidentale. [EN LIGNE]. [Bruxelles]: Union de l'Europe occidentale, [06.10.2000]. Disponible sur <http://www.weu.int/index.html>.

Archives nationales du Luxembourg, Luxembourg. <http://anlux.lu/>. Ministère des Affaires étrangères (1732-1998).

Ministère des Affaires étrangères - Traités et Conventions. Traité entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord -s. à Bruxelles, AE TC 365.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL: http://www.cvce.eu/obj/traité_de_bruelles_17_mars_1948-fr-3467de5e-9802-4b65-8076-778bc7d164d3.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

TRAITÉ
ENTRE LA BELGIQUE, LA FRANCE,
LE LUXEMBOURG, LES PAYS-BAS ET
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD,
signé à Bruxelles, le 17 mars 1948.

TREATY
BETWEEN BELGIUM, FRANCE,
LUXEMBOURG, THE NETHERLANDS
AND THE UNITED KINGDOM OF
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND,
signed at Brussels, on march 17th, 1948.

TRAITÉ

entre la Belgique, la France,
le Luxembourg, les Pays-Bas
et le Royaume-Uni de
Grande - Bretagne et
d'Irlande du Nord.

Son Altesse Royale le Prince Régent de Belgique, Monsieur le Président de la République Française, Président de l'Union Française, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse de Luxembourg, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au-delà des Mers,

Etant résolus

A affirmer leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, ainsi que dans les autres principes proclamés par la Charte des Nations Unies;

A confirmer et à défendre les principes démocratiques, les libertés civiles et individuelles, les traditions constitutionnelles et le respect de la loi, qui forment leur patrimoine commun;

A resserrer, dans cet esprit, les liens économiques, sociaux et culturels qui les unissent déjà;

A coopérer loyalement et à coordonner leurs efforts pour constituer en Europe occidentale une base solide pour la reconstruction de l'économie européenne;

A se prêter mutuellement assistance, conformément à la Charte des Nations Unies, pour assurer la paix et la sécurité internationales et faire obstacle à toute politique d'agression;

A prendre les mesures jugées nécessaires en cas de reprise d'une politique d'agression de la part de l'Allemagne;

A associer progressivement à leurs efforts d'autres États s'inspirant des mêmes principes et animés des mêmes résolutions;

Désireux de conclure à cet effet un Traité réglant leur collaboration en matières économique, sociale et culturelle, et leur légitime défense collective;

TREATY

between Belgium, France,
Luxembourg, the Nether-
lands and the United King-
dom of Great Britain and
Northern Ireland.

His Royal Highness the Prince Regent of Belgium, the President of the French Republic, President of the French Union, Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg, Her Majesty the Queen of the Netherlands and His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas,

Resolved

To reaffirm their faith in fundamental human rights, in the dignity and worth of the human person and in the other ideals proclaimed in the Charter of the United Nations;

To fortify and preserve the principles of democracy, personal freedom and political liberty, the constitutional traditions and the rule of law, which are their common heritage;

To strengthen, with these aims in view, the economic, social and cultural ties by which they are already united;

To cooperate loyally and to coordinate their efforts to create in Western Europe a firm basis for European economic recovery;

To afford assistance to each other, in accordance with the Charter of the United Nations, in maintaining international peace and security and in resisting any policy of aggression;

To take such steps as may be held to be necessary in the event of a renewal by Germany of a policy of aggression;

To associate progressively in the pursuance of these aims other States inspired by the same ideals and animated by the like determination;

Desiring for these purposes to conclude a treaty for collaboration in economic, social and cultural matters and for collective self-defence;

Ont désigné pour leurs Plénipotentiaires :

Son Altesse Royale le Prince Régent de Belgique

Son Excellence Monsieur Paul-Henri SPAAK, Premier Ministre, Ministre des Affaires Etrangères, et

Son Excellence Monsieur Gaston EYSKENS, Ministre des Finances,

Monsieur le Président de la République Française, Président de l'Union Française

Son Excellence Monsieur Georges BIDAULT, Ministre des Affaires Etrangères, et

Son Excellence

Monsieur Jean DE HAUTECLOQUE, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française à Bruxelles,

Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse de Luxembourg

Son Excellence Monsieur Joseph BECH, Ministre des Affaires Etrangères, et

Son Excellence Monsieur Robert ALS, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Luxembourg à Bruxelles,

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas

Son Excellence le Baron C. G. W. H. VAN BOETZELAER VAN OOSTERHOUT,

Ministre des Affaires Etrangères, et

Son Excellence le Baron Binnert Philip VAN HARINXMA THOE SLOOTEN,

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire des Pays-Bas à Bruxelles,

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au-delà des Mers

pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le Très Honorable Ernest BEVIN,

Membre du Parlement, Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères, et

Son Excellence Sir George William RENDEL, K. C. M. G.,

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Bruxelles,

qui, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme,

sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE I.

Convaincues de l'étroite solidarité de leurs intérêts et de la nécessité de s'unir pour hâter le redressement économique de

Have appointed as their Plenipotentiaries :

His Royal Highness the Prince Regent of Belgium

His Excellency Mr. Paul-Henri SPAAK, Prime Minister, Minister of Foreign Affairs, and

His Excellency Mr. Gaston EYSKENS, Minister of Finance,

The President of the French Republic, President of the French Union

His Excellency Mr. Georges BIDAULT, Minister of Foreign Affairs, and

His Excellency

Mr. Jean DE HAUTECLOQUE, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic in Brussels,

Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxembourg

His Excellency Mr. Joseph BECH, Minister of Foreign Affairs, and

His Excellency Mr. Robert ALS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Luxembourg in Brussels,

Her Majesty the Queen of the Netherlands

His Excellency Baron C. G. W. H. VAN BOETZELAER VAN OOSTERHOUT,

Minister of Foreign Affairs, and

His Excellency Baron Binnert Philip VAN HARINXMA THOE SLOOTEN,

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Netherlands in Brussels,

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas

for the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

The Right Honorable Ernest BEVIN,

Member of Parliament, Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and

His Excellency Sir George William RENDEL, K. C. M. G.,

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Britannic Majesty in Brussels,

who, having exhibited their full powers found in good and due form,

have agreed as follows :

ARTICLE I.

Convinced of the close community of their interests and of the necessity of uniting in order to promote the economic recovery

l'Europe, les Hautes Parties Contractantes organiseront et coordonneront leurs activités économiques en vue d'en porter au plus haut point le rendement, par l'élimination de toute divergence dans leur politique économique, par l'harmonisation de leur production et par le développement de leurs échanges commerciaux.

La coopération stipulée à l'alinéa précédent et qui s'exercera notamment par le Conseil Consultatif prévu à l'article VII, ne fera pas double emploi avec l'activité des autres organisations économiques dans lesquelles les Hautes Parties Contractantes sont ou seront représentées et n'entravera en rien leurs travaux, mais apportera au contraire l'aide la plus efficace à l'activité de ces organisations.

ARTICLE II.

Les Hautes Parties Contractantes associeront leurs efforts, par la voie de consultations directes et au sein des Institutions spécialisées, afin d'élever le niveau de vie de leurs peuples et de faire progresser, d'une manière harmonieuse, les activités nationales dans le domaine social.

Les Hautes Parties Contractantes se concerteront en vue d'appliquer le plus tôt possible les recommandations d'ordre social, émanant d'Institutions spécialisées, auxquelles Elles ont donné leur approbation au sein de ces Institutions et qui présentent un intérêt pratique immédiat.

Elles s'efforceront de conclure entre Elles, aussitôt que possible, des conventions de sécurité sociale.

ARTICLE III.

Les Hautes Parties Contractantes associeront leurs efforts pour amener leurs peuples à une compréhension plus approfondie des principes qui sont à la base de leur civilisation commune, et pour développer leurs échanges culturels, notamment par le moyen de conventions entre Elles.

ARTICLE IV.

Au cas où l'une des Hautes Parties Contractantes serait l'objet d'une agression armée en Europe, les autres lui porteront, conformément aux dispositions de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, aide

of Europe, the High Contracting Parties will so organize and coordinate their economic activities as to produce the best possible results, by the elimination of conflict in their economic policies, the coordination of production and the development of commercial exchanges.

The cooperation provided for in the preceding paragraph, which will be effected through the Consultative Council referred to in Article VII as well as through other bodies, shall not involve any duplication of, or prejudice to, the work of other economic organizations in which the High Contracting Parties are or may be represented but shall on the contrary assist the work of those organizations.

ARTICLE II.

The High Contracting Parties will make every effort in common, both by direct consultation and in specialized agencies, to promote the attainment of a higher standard of living by their peoples and to develop on corresponding lines the social and other related services of their countries.

The High Contracting Parties will consult with the object of achieving the earliest possible application of recommendations of immediate practical interest, relating to social matters, adopted with their approval in the specialized agencies.

They will endeavour to conclude as soon as possible conventions with each other in the sphere of social security.

ARTICLE III.

The High Contracting Parties will make every effort in common to lead their peoples towards a better understanding of the principles which form the basis of their common civilization and to promote cultural exchanges by conventions between themselves or by other means.

ARTICLE IV.

If any of the High Contracting Parties should be the object of an armed attack in Europe, the other High Contracting Parties will, in accordance with the provisions of Article 51 of the Charter of the United

et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres.

ARTICLE V.

Toutes les mesures prises en application de l'article précédent devront être immédiatement portées à la connaissance du Conseil de Sécurité. Elles seront levées aussitôt que le Conseil de Sécurité aura pris les mesures nécessaires pour maintenir ou rétablir la paix ou la sécurité internationales.

Le présent Traité ne porte pas atteinte aux obligations résultant pour les Hautes Parties Contractantes des dispositions de la Charte des Nations Unies. Il ne sera pas interprété comme affectant en rien le pouvoir et le devoir du Conseil de Sécurité, en vertu de la Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

ARTICLE VI.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent, chacune en ce qui la concerne, qu'aucun des engagements en vigueur entre Elles ou envers des États tiers n'est en opposition avec les dispositions du présent Traité.

Elles ne concluront aucune alliance et ne participeront à aucune coalition dirigée contre l'une d'entre Elles.

ARTICLE VII.

En vue de se concerter sur toutes les questions faisant l'objet du présent Traité, les Hautes Parties Contractantes créeront un Conseil Consultatif qui sera organisé de manière à pouvoir exercer ses fonctions en permanence. Le Conseil siègera chaque fois qu'il le jugera opportun.

A la demande de l'une d'entre Elles, le Conseil Consultatif sera immédiatement convoqué en vue de permettre aux Hautes Parties Contractantes de se concerter sur toute situation pouvant constituer une menace contre la paix, en quelque endroit qu'elle se produise, sur l'attitude et les mesures à adopter en cas de reprise d'une politique d'agression de la part de l'Allemagne ou sur toute situation mettant en danger la stabilité économique.

Nations, afford the Party so attacked all the military and other aid and assistance in their power.

ARTICLE V.

All measures taken as a result of the preceding Article shall be immediately reported to the Security Council. They shall be terminated as soon as the Security Council has taken the measures necessary to maintain or restore international peace and security.

The present Treaty does not prejudice in any way the obligations of the High Contracting Parties under the provisions of the Charter of the United Nations. It shall not be interpreted as affecting in any way the authority and responsibility of the Security Council under the Charter to take at any time such action as it deems necessary in order to maintain or restore international peace and security.

ARTICLE VI.

The High Contracting Parties declare, each so far as he is concerned, that none of the international engagements now in force between him and any other of the High Contracting Parties or any third State is in conflict with the provisions of the present Treaty.

None of the High Contracting Parties will conclude any alliance or participate in any coalition directed against any other of the High Contracting Parties.

ARTICLE VII.

For the purpose of consulting together on all the questions dealt with in the present Treaty, the High Contracting Parties will create a Consultative Council, which shall be so organized as to be able to exercise its functions continuously. The Council shall meet at such times as it shall deem fit.

At the request of any of the High Contracting Parties, the Council shall be immediately convened in order to permit the High Contracting Parties to consult with regard to any situation which may constitute a threat to peace, in whatever area this threat should arise; with regard to the attitude to be adopted and the steps to be taken in case of a renewal by Germany of an aggressive policy; or with regard to any situation constituting a danger to economic stability.

ARTICLE VIII.

Fidèles à leur détermination de ne régler leurs différends que par des voies pacifiques, les Hautes Parties Contractantes conviennent d'appliquer entre Elles les dispositions suivantes :

Les Hautes Parties Contractantes régleront, pendant la durée de l'application du présent Traité, tous les différends visés par l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour Internationale de Justice, en les portant devant la Cour, sous les seules réserves que chacune d'entre Elles a faites en acceptant la clause de juridiction obligatoire, et pour autant qu'Elle les maintiendrait.

Les Hautes Parties Contractantes soumettront d'autre part à une procédure de conciliation tous différends autres que ceux visés à l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour Internationale de Justice.

En cas de différends complexes dont certains éléments relèvent de la conciliation et d'autres du règlement judiciaire, chaque Partie au différend aura le droit de demander que le règlement par la voie judiciaire des éléments juridiques du différend précède la procédure de conciliation.

Les stipulations qui précèdent ne portent pas atteinte aux dispositions ou accords applicables instituant toute autre procédure de règlement pacifique.

ARTICLE IX.

Les Hautes Parties Contractantes pourront décider, de commun accord, d'inviter tout autre Etat à adhérer au présent Traité aux conditions qui seront convenues entre Elles et l'Etat invité.

Tout Etat ainsi invité pourra devenir partie au Traité par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement belge.

Ce Gouvernement informera les autres Hautes Parties Contractantes du dépôt de chaque instrument d'adhésion.

ARTICLE X.

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront déposés aussitôt que faire se pourra auprès du Gouvernement belge.

ARTICLE VIII.

In pursuance of their determination to settle disputes only by peaceful means, the High Contracting Parties will apply to disputes between themselves the following provisions :

The High Contracting Parties will, while the present Treaty remains in force, settle all disputes falling within the scope of Article 36, paragraph 2, of the Statute of the International Court of Justice by referring them to the Court, subject only, in the case of each of them, to any reservation already made by that Party when accepting this clause for compulsory jurisdiction to the extent that that Party may maintain the reservation.

In addition, the High Contracting Parties will submit to conciliation all disputes outside the scope of Article 36, paragraph 2, of the Statute of the International Court of Justice.

In the case of a mixed dispute involving both questions for which conciliation is appropriate and other questions for which judicial settlement is appropriate, any Party to the dispute shall have the right to insist that the judicial settlement of the legal questions shall precede conciliation.

The preceding provisions of this Article in no way affect the application of relevant provisions or agreements prescribing some other method of pacific settlement.

ARTICLE IX.

The High Contracting Parties may, by agreement, invite any other State to accede to the present Treaty on conditions to be agreed between them and the State so invited.

Any State so invited may become a Party to the Treaty by depositing an instrument of accession with the Belgian Government.

The Belgian Government will inform each of the High Contracting Parties of the deposit of each instrument of accession.

ARTICLE X.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited as soon as possible with the Belgian Government.

Il entrera en vigueur à la date du dépôt du dernier instrument de ratification et restera en vigueur pendant cinquante ans.

A l'expiration des cinquante ans, chaque Haute Partie Contractante aura le droit de mettre fin au Traité, en ce qui la concerne, à condition d'adresser une déclaration à cet effet au Gouvernement belge avec préavis d'un an.

Le Gouvernement belge informera les Gouvernements des autres Hautes Parties Contractantes du dépôt de chaque instrument de ratification ainsi que de chaque déclaration de dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé le présent Traité et y ont apposé leur sceau.

Fait à Bruxelles, le dix sept mars 1948, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé aux archives du Gouvernement belge et dont copie certifiée conforme sera transmise par ce Gouvernement à chacun des autres signataires.

It shall enter into force on the date of the deposit of the last instrument of ratification and shall thereafter remain in force for fifty years.

After the expiry of the period of fifty years, each of the High Contracting Parties shall have the right to cease to be a party thereto provided that he shall have previously given one year's notice of denunciation to the Belgian Government.

The Belgian Government shall inform the Governments of the other High Contracting Parties of the deposit of each instrument of ratification and of each notice of denunciation.

In witness whereof, the above mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done at Brussels, this seventeenth day of march 1948, in English and French, each text being equally authentic, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Belgian Government and of which certified copies shall be transmitted by that Government to each of the other signatories.

Pour la Belgique :

(s) SPAAK

For Belgium :

(s) EYSKENS

Pour la France :

(s) BIDAULT

For France :

(s) HAUTECLOQUE

Pour le Luxembourg :

(s) BECH

For Luxembourg :

(s) ALS

Pour les Pays-Bas :

(s) van BOETZELAER

For the Netherlands :

(s) van HARINXMA

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

(s) BEVIN

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

(s) RENDEL